

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines

Rodez, le 07/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOCIETE DES CARRIERES DU ROUERGUE

Les Bouysses
12200 SANVENSA

Références : n° 2022/CARMIN-122

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2022 dans l'établissement SOCIETE DES CARRIERES DU ROUERGUE implanté Les Bouysses 12200 SANVENSA. L'inspection a été annoncée le 26/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES CARRIERES DU ROUERGUE
- Les Bouysses 12200 SANVENSA
- Code AIOT dans GUN : 0006803024
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'installation est une carrière de granodiorites autorisée par arrêté préfectoral en date du 26 mai 2003. Le tonnage maximal autorisé annuel est de 145000 tonnes et en moyenne 80000 tonnes. La carrière dispose d'une installation de traitement des matériaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des eaux
- Extraction
- Remblayage – matériaux externes

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--------------------------|---|---|-------------------|
| Périmètre autorisation | Arrêté Préfectoral du 26/05/2003, article 1 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--------------------------|--|--|-------------------|
| Extraction | Arrêté Préfectoral du 26/05/2003, article 12.3.1 | / | Sans objet |
| Extraction | Arrêté Préfectoral du 26/05/2003, article 12.3.2 | / | Sans objet |
| Extraction | Arrêté Préfectoral du 26/05/2003, article 12.3.4 | / | Sans objet |
| Entretien et propreté | Arrêté Préfectoral du 26/05/2003, article 12.3.5 | / | Sans objet |
| Remblayage | Arrêté Préfectoral du 26/05/2003, article 13.1.3 | / | Sans objet |
| Gestion des eaux | Arrêté Préfectoral du 26/05/2003, article 22.2.1 | / | Sans objet |
| Gestion des eaux | Arrêté Préfectoral du 26/05/2003, article 22.2.2 | / | Sans objet |
| Gestion des eaux | Arrêté Préfectoral du 26/05/2003, article 22.2.3 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'a pas été constaté d'écarts majeurs aux prescriptions. Il est à noter que l'exploitant a, depuis son autorisation, modifié la collecte et les traitement des eaux en ayant recours à un clarificateur et un filtre presse (circuit fermé). Aussi certaines prescriptions ne sont plus adaptées au site. L'exploitant s'engage à déposer un porter-à-connaissance afin de mettre en adéquation les prescriptions de son arrêté d'autorisation à son exploitation actuelle.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Extraction

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2003, article 12.3.1 |
| Thème(s) : Autre, Cotes extraction |
| Prescription contrôlée : L'extraction porte sur la totalité du gisement de granodiorite et sera situé entre les cotes 400 m NGF à 212 m NGF. |
| Constats : Le fond du carreau d'exploitation est à la côte 238 mètres NGF. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Extraction

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2003, article 12.3.2 |
| Thème(s) : Autre, Phasage de l'exploitation |
| Prescription contrôlée : L'exploitation sera réalisée selon le plan de phasage proposé dans le dossier de demande, le réaménagement étant réalisé de façon coordonnée avec l'extraction. Le réaménagement de phase N est réalisé pendant la phase d'exploitation N+1. |
| Constats : L'exploitant se situe dans la 4ème phase quinquennale. L'exploitation est en conformité avec celle-ci. La remise en état n'est pas coordonnée à l'exploitation du fait de la technique d'exploitation de la carrière (exploitation en simultané de l'ensemble des fronts). Cette technique a été décrite dans le dossier d'autorisation de renouvellement en 2003. |
| Observations : Conformément à la circulaire du 2 juillet 1996 relative à l'application de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières, il est accepté que la remise en état ne soit pas coordonnée à l'exploitation dans les cas dûment justifiés par le dossier de demande d'autorisation. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Extraction

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2003, article 12.3.4 |
| Thème(s) : Autre, Distance périmètre |
| Prescription contrôlée : Les bords supérieurs de l'exploitation, y compris les travaux de décapage, sont constamment maintenus à une distance minimale de 10 mètres des limites du périmètre de la zone autorisée. |
| Constats : Les bords de l'exploitation sont maintenus à une distance minimale de 10 mètres du périmètre autorisé. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Entretien et propreté

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2003, article 12.3.5 |
| Thème(s) : Autre, Propreté |
| Prescription contrôlée : Pendant toute la durée des travaux, l'entretien et le nettoyage du site et de ses abords sont régulièrement effectués. |
| Constats : Le site et ses abords sont entretenus et nettoyés. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Remblayage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2003, article 13.1.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Déchets |
| Prescription contrôlée : Lorsque le remblayage est réalisé avec apport de matériaux extérieurs, ceux-ci sont préalablement bennés sur une aire de réception aménagée et triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. Seuls sont acceptés les déblais de terrassement et les terres non polluées. Une benne pour la réception des refus est mise en place. |
| Constats : Le site ne fait pas l'objet de remblayage à l'heure actuelle. Aussi il n'a été procédé à aucun apport de matériaux inertes extérieurs sur la carrière. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Gestion des eaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2003, article 22.2.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejet eaux |
| Prescription contrôlée : Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le pH est compris entre 5,5 et 8,5- la température est inférieure à 30°C- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35mg/l (norme NFT 90-105)- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125mg/l (norme NFT 90-101)- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10mg/l (norme NFT 90-114). |
| Constats : Il n'existe aucun rejet de l'eau dans le milieu naturel. Une partie est infiltrée du bassin de décantation et l'autre partie va dans la station de traitement (clarificateur puis presse à boues, l'eau claire étant réutilisée pour le lavage des matériaux). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Gestion des eaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2003, article 22.2.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eaux |
| Prescription contrôlée : Un aménagement de capture et d'évacuation des eaux de ruissellement y compris sur le carreau de la carrière est réalisé. Les eaux de ruissellement en fond de fosse sont récupérées par gravité et traitées par un bassin de décantation avant rejet dans le milieu naturel. |
| Constats : Les eaux de ruissellement sont récupérées dans le bassin de décantation par gravité. En revanche, elles ne sont pas rejetées dans le milieu naturel (circuit fermé). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Gestion des eaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2003, article 22.2.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eaux |
| Prescription contrôlée : Le bassin de décantation, tel que prévu dans le dossier de l'étude d'impact, est curé et nettoyé autant que nécessaire. Le traitement des boues sera transféré du bord de l'Aveyron vers le côté de la carrière dans un délai de 5 ans. |
| Constats : Le bassin de décantation tel que prévu dans le dossier n'existe plus (modification du traitement des eaux). Le traitement des boues s'opère dorénavant côté carrière. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Périmètre autorisation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2003, article 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Périmètre autorisation |
| Prescription contrôlée : La Société des Carrières du Rouergue, dont le siège social est Moulin de Chartreux - BP 234 - 12202 - VILLEFRANCHE DE ROUERGUE, est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de granodiorites sur le territoire de la commune de SAVENSA, parcelles cadastrées section G -n°208,211, 223, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 291, 297, 298, 299, 301, 302, 408 et 409 lieu-dit "Roquemale". [...] |
| Constats : Un stockage de produits finis semble être en dehors du périmètre autorisé (parcelle 425 en partie Sud du site). |
| Observations : L'exploitant confirmera, après passage du géomètre, le lieu exact du stockage (dans le périmètre d'autorisation ou non). |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |